

Numéro #17

Mars 2023 - Secteur informel des déchets et de la valorisation



Contenu

Défis et opportunités de la collecte et du recyclage informels des déchets	2
Lancement du rapport : Ne laisser personne de côté	3
Études de cas	4
Histoires de récupérateurs à Kisumu, Kenya	7
Apprenez à connaître nos affiliés	8
Outil Waste Wise Cities (WaCT)	10
Mises à jour de la plateforme Waste Wise Cities & African Clean Cities	11
Appel à l'action	12

Défis et opportunités de l'agriculture informelle et de l'ecycling

Les opérateurs informels de gestion des déchets et de recyclage contribuent largement à la chaîne de valeur des déchets et constituent une forme importante de moyens de subsistance.

Selon les estimations, 1 à 2% de la population dans de nombreux pays à faible et à moyen revenu travaillent dans le secteur informel de la gestion des déchets, qui emploie principalement des citoyens pauvres¹ vivant en milieu urbain. Dans de nombreuses villes, l'économie informelle des déchets est une chaîne de valeur des travailleurs qui contribue grandement à la gestion des déchets, et de nombreux sites d'enfouissement dépendent de ces acteurs pour obtenir des matières recyclables. De nombreuses études indiquent que le secteur informel de la gestion des déchets et du recyclage contribue à la conservation des ressources en augmentant l'efficacité du recyclage². Dans la figure 1, les acteurs de la chaîne de récupération informelle des plastiques sont exemplaires de la vulnérabilité croissante des récupérateurs de déchets en général.

Environ 15 millions de personnes dans

le monde participent à des programmes informels de recyclage des ordures en plus des programmes formels de recyclage des déchets, principalement pour le recyclage des plastiques, des métaux, du verre et du papier. De plus en plus, les études penchent sur les nouveaux problèmes de santé publique liés à l'économie informelle, en particulier dans les pays émergents. Ainsi, bien que les recycleurs informels contribuent au recyclage et à

la réutilisation des déchets, les procédures relativement rudimentaires qu'ils utilisent et la mauvaise gestion des polluants secondaires aggravent la pollution de l'air, du sol et de l'eau. Pire encore, l'absence de normes de santé au travail adéquates expose les travailleurs informels des déchets à une variété de contaminants, d'accidents, de troubles dermatologiques et respiratoires, d'infections et d'autres problèmes de santé majeurs qui réduisent l'espérance de vie. Tout en s'attaquant à ces problèmes sanitaires et environnementaux critiques, l'intégration du secteur informel à ses homologues officiels pourrait améliorer la gestion des déchets et les problèmes de subsistance.

Il existe un consensus sur le fait que la façon dont le monde fabrique, utilise et élimine les

plastiques n'est pas durable et peut dépasser les limites de la planète. Selon l'estimation mondiale de l'indicateur 11.6.1 des objectifs de développement durable (ODD) et des émissions de plastique associées, 2,4 milliards de tonnes de déchets solides municipaux ont été produits par la population mondiale en 2018, dont 82 % ont été collectés et 55 % ont été traités dans des installations sous contrôle (voir Figure 2). Cela indique que l'écosystème est considérablement touché par les 432 millions de tonnes et les 1,08 milliard de tonnes de déchets solides municipaux qui ne sont pas collectés ou qui sont gérés dans des installations non réglementées, telles que des décharges à ciel ouvert.

Particulièrement dans les pays émergents, l'expansion rapide de la population a entraîné une augmentation extraordinaire de la production des déchets. Par exemple, seulement les déchets annuels mondiaux des équipements électriques et électroniques (DEEE) est passé de 33,8 millions à 49,8 millions de tonnes entre 2010 et 2018³. Même avec l'incinération et d'autres méthodes de traitement des déchets, les décharges continuent d'être la méthode la plus populaire d'élimination des déchets dans les pays en développement. Ces pays manquent généralement des financements nécessaires pour une gestion adéquate des déchets, et l'adoption de technologies de traitement des déchets plus avancées est faible. Sans une gestion adéquate, de nombreuses décharges présentent des risques majeurs, comme en témoigne le glissement de terrain à Shenzhen, en Chine, en 2015.

En raison des mauvais services de collecte et de la gestion des déchets solides, environ 60 millions de tonnes de plastique par an provenant du flux de déchets solides municipaux



Figure 1 : Diagramme conceptuel des acteurs IWRS dans la chaîne informelle de récupération du plastique, y compris leur degré de vulnérabilité, ainsi que la spécialisation et la formalité des matériaux, ONU-Habitat, 2022

1. https://penniuropenn.edu/uploads/media/03_Kanekal.pdf

3. <https://core.ac.uk/download/pdf/195312457.pdf>

2. Chaturvedi, Ashish; Vijayalakshmi, Koneru and Nijhawan, Saksham. 2015. « Scénarios de gestion des déchets et des ressources : pour les villes en Inde et ailleurs ». Institute of Development Studies, UK.

endommagent l'environnement, en particulier aux corps aquatiques. Sans le **secteur informel des déchets et de la valorisation (IWRS)**, qui améliore considérablement la gestion des déchets solides en collectant, triant, traitant et récupérant le plastique et d'autres déchets à l'échelle mondiale, ce chiffre

serait encore plus élevé. Cela nécessite que **la transition équitable de l'industrie informelle de récupération et de traitement des déchets l'IWRS** soit juste, inclusive et équitable, générant et préservant des opportunités de travail décentes d'une manière qui ne laisse personne de côté. Ce n'est que lorsque les

personnes touchées peuvent apporter leurs idées, leur expertise et leurs attentes au processus décisionnel que les solutions seront durables.

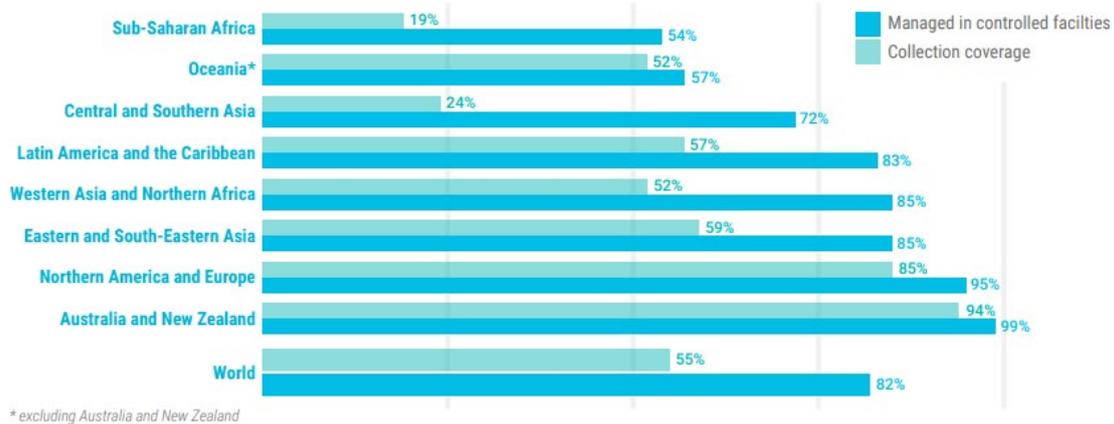


Figure 2 : Estimation mondiale de l'indicateur SGD 11.6.1 par ONU-Habitat, ONU-Habitat, 2022

Lancement du rapport : Ne laisser personne de côté



En novembre 2022, le [rapport](#) « Ne laisser personne de côté » sur l'IWRS a été lancé au siège d'ONU-Habitat à Nairobi, en présence de la princesse héritière suédoise et du prince héritier norvégien (voir la page ci-dessous).

Le rapport explique comment un instrument mondial pour mettre fin à la pollution plastique peut permettre une transition juste pour les personnes qui collectent et valorisent les déchets de manière informelle. Une transition juste exige une participation significative des parties prenantes de l'IWRS aux négociations

et à la mise en œuvre, car les résultats auront une incidence directe sur leurs moyens de subsistance et sont essentiels pour aligner les résultats sur les objectifs de l'ODD 8 – droits du travail, environnements de travail sûrs et sécurisés, emploi productif, travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale. Ainsi, les besoins des personnes touchées de manière disproportionnée par la pollution dans le monde doivent être prioritaires dans une transition juste et durable vers la fin de la pollution plastique. Le rapport identifie les expériences et les enseignements tirés des accords multilatéraux sur l'environnement en ce qui concerne spécifiquement le caractère informel et l'inclusion des connaissances autochtones afin d'identifier les mécanismes qui facilitent une transition juste de l'IWRS. Les possibilités d'aborder l'IWRS en tant qu'instrument mondial pour mettre fin à la pollution plastique comprennent:

1. traitant spécifiquement de l'IWRS dans une disposition ou un article spécifique,
2. envisager l'élaboration de plans d'action nationaux (PAN) par toutes les Parties qui concernent particulièrement l'IWRS,
3. la mise en place d'un groupe de

travail dédié à une transition juste de l'IWRS,

4. délimiter les pires pratiques et renforcer les capacités en vue d'une gestion écologiquement et socialement rationnelle des déchets, plutôt que d'interdire ou de saper les activités de l'IWRS,
5. fournir aux Parties des pays en développement et des économies en transition un appui pour la mise en œuvre de leurs obligations, notamment des renforcements de capacités et des ressources financières pour la réalisation d'évaluations de référence, l'élaboration et la mise en œuvre de PAN,
6. Inclure un glossaire des termes et concepts clés pertinents pour une transition juste de l'IWRS développé avec des acteurs cruciaux, et
7. Intégration dans les systèmes de gestion des déchets formels.

Bien qu'il n'existe pas de solution universelle, car les circonstances et les personnes impliquées dans le processus diffèrent, le rapport conclut en déclarant qu'il est nécessaire de surveiller une transition équitable de l'IWRS à l'aide d'indicateurs, de définitions et de techniques établis et déterminés conjointement. L'échelle et les opérations IWRS dans le monde entier sont actuellement mal comprises et manquent de données. Pour combler les lacunes dans les connaissances concernant le rôle de l'IWRS, il faut déterminer la portée des réseaux et des relations commerciales actuels, les facteurs socio-économiques et les interconnexions avec le secteur formel. Enfin, un instrument mondial visant à mettre fin à la pollution plastique peut inclure des dispositions permettant aux journalistes de mener des évaluations participatives de base.



Figure 3 Victoria, princesse héritière de Suède; Maimunah Mohd Sharif, Secrétaire générale adjointe et Directrice exécutive d'ONU-Habitat; Haakon, prince héritier de Norvège lors de l'événement de lancement du rapport, novembre 2022.

Étude de cas

Travail décent dans le secteur informel des déchets et du recyclage

Cet article a été rédigé par M. Yasuhiko Kamakura, spécialiste des industries chimiques, des métaux de base et de la fabrication de matériel de transport à l'Organisation internationale du Travail (OIT).

Pourquoi le secteur informel des déchets et du recyclage est-il important pour l'OIT? Parce que nous sommes préoccupés par les inégalités dans le secteur. Dans de nombreux pays, les municipalités sont responsables de la gestion des déchets et du recyclage du plastique. Cependant, tous les plastiques ne peuvent pas être recyclés en toute sécurité. Les plastiques qui fuient sont souvent collectés par les travailleurs informels du secteur des déchets et du recyclage. Leur rôle est important dans le monde entier. Dans certaines communautés, ces travailleurs constituent la seule forme de collecte et de recyclage des déchets municipaux, mais ils restent une population vulnérable et sont souvent présents dans les pays à faible revenu. Les travailleurs informels ont peu d'autres opportunités de revenus. Il s'agit souvent de travailleurs ruraux, de personnes vivant dans

la pauvreté, des migrants, des réfugiés, des parents isolés, de personnes handicapées, des peuples autochtones et tribaux et d'autres groupes défavorisés. Ces travailleurs souffrent de mauvaises conditions de travail. Ils n'ont généralement pas accès aux régimes de sécurité sociale publique, tels que les soins de santé, l'assurance chômage, les comptes de retraite individuels et les plans de pension. L'OIT qualifie cette situation inhumaine de « déficit de travail décent ».

Alors, comment l'OIT s'attaque-t-elle aux déficits de travail décent dans le secteur? Notre réponse peut se résumer à un appel

à une transition juste. Une transition juste signifie écologiser l'économie d'une manière aussi équitable et inclusive que possible pour toutes les personnes concernées, créer des opportunités de travail décente et ne laisser personne de côté. Une transition juste implique de maximiser les opportunités sociales et économiques de l'action climatique, tout en minimisant et en gérant soigneusement les défis, notamment par le biais d'un [dialogue social](#) efficace entre tous les groupes impactés, et en respectant des normes internationales du travail de l'OIT. Les normes internationales du travail sont un système complet d'instruments sur le travail et la politique



Photographie : Crozet M. © OIT

sociale, soutenu par un système de contrôle conçu pour traiter toutes sortes de questions dans leur application au niveau national. À cet égard, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail est particulièrement importante. La Déclaration énonce cinq droits fondamentaux de l'homme dans le monde du travail:

- a) la liberté syndicale et la reconnaissance effective du droit de négociation collective;
- b) l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire;
- c) l'abolition effective du travail des enfants;
- d) l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession; et
- e) un environnement de travail sûr et sain.

Le rapport 2018 de l'OIT intitulé *Greening with Jobs* estime qu'un total net de 7 à 8 millions de nouveaux emplois pourraient être créés d'ici 2030 dans une économie

circulaire. L'OIT procède à des évaluations nationales des emplois verts. Nos évaluations nationales des emplois verts montrent que de nombreux emplois verts pourraient être créés dans le secteur de la gestion des déchets. Par exemple, notre évaluation pour le Bangladesh a indiqué que plus de 200 000 emplois pourraient être créés dans le secteur, ce qui faisait partie d'un potentiel global de création de 4 millions d'emplois verts dans le pays. Une autre évaluation réalisée en Malaisie a indiqué que plus de 15 780 emplois verts pourraient être créés dans le secteur. L'un des principaux messages de ces évaluations est qu'une approche holistique aurait un impact plus important sur la création d'emplois au niveau des pays.

Actuellement, l'OIT joue un rôle de premier plan au sein des Nations Unies (ONU) pour promouvoir un accélérateur mondial sur l'emploi et la protection sociale pour une transition juste. En septembre 2021, le Secrétaire général des Nations Unies a lancé l'Accélérateur mondial, avec l'ambition de réunir les États membres, les institutions financières internationales,

les partenaires sociaux, la société civile et le secteur privé, afin d'aider les pays à créer 400 millions d'emplois décents, notamment dans les secteurs de l'économie verte, du numérique et des soins, afin d'étendre la couverture de protection sociale aux 4 milliards de personnes actuellement exclues.

Une transition juste peut créer des emplois décents dans le secteur informel des déchets et du recyclage. À cette effet, une approche systémique est nécessaire pour la mettre en œuvre par le biais d'un dialogue social impliquant des représentants des gouvernements, des organisations d'employeurs et de travailleurs à tous les niveaux, y compris au niveau sectoriel. À cet égard, l'OIT et ONU-Habitat doivent renforcer leur collaboration en matière de partage des connaissances, des expériences et des bonnes pratiques sur le recyclage complet de chaque matériau, ce qui nous permettra d'atteindre l'ODD 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, inclusive et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous) et l'ODD 11 (Villes et communautés durables).





5Rs



Développer des systèmes de REP éthiques signifie élever les besoins des récupérateurs

Cet article est rédigé par Taylor Cass Talbot de Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO).

Avec l'augmentation des taux de production de déchets et les défis liés aux déchets non collectés et à la pollution, des politiques telles que la responsabilité élargie des producteurs (REP) sont adoptées dans le monde entier pour encourager le recyclage et améliorer la conception des emballages et des produits. La responsabilité élargie des producteurs (REP), qu'elle soit obligatoire ou volontaire, impose aux producteurs de financer et parfois même de mettre en œuvre la récupération de leurs produits ou emballages en vue de leur recyclage ou de leur élimination. La REP peut, en théorie, et dans quelques [cas réels](#), présenter des opportunités pour les récupérateurs et d'autres acteurs du secteur informel du recyclage. Mais à moins que la REP ne soit conçue pour intégrer les récupérateurs et leurs organisations dans la planification et la mise en œuvre, elle risque de causer plus de tort que de bien aux récupérateurs.

La REP présente un certain nombre de [défis](#) pour les récupérateurs, notamment :

- Catalyser la privatisation du secteur du recyclage et attirer une nouvelle concurrence pour les matériaux, y compris de la part des producteurs ciblés par ces politiques.
- Formaliser le secteur de manière à nuire plutôt qu'à aider. Par exemple, imposer des exigences de licence ou d'infrastructure prohibitives pour accéder aux matériaux ou aux contrats de service, tout en négligeant les approches de formalisation bénéfiques telles que la fourniture de protections sociales et de travail pour les travailleurs.
- Négliger d'inclure une représentation de tous les intervenants existants de la gestion des déchets, y compris les récupérateurs, dans la conception et la mise en œuvre de la REP. Cette situation est exacerbée par le manque de recherches de base identifiant les principaux intervenants, y compris les récupérateurs, et

leurs contributions.

- Permettre aux producteurs et au secteur privé d'influencer le système et manquer de transparence financière, matérielle et organisationnelle dans les systèmes de REP.

Un [révision](#) des politiques de REP tentant d'inclure les récupérateurs dans des pays comme le Brésil, le Chili, l'Inde et l'Afrique du Sud révèle que les politiques et programmes inclusifs de REP sont largement ambitieux et n'existent que là où les récupérateurs sont déjà bien organisés. Cela n'augure rien de bon pour les récupérateurs du monde entier, dont la majorité n'est pas organisée.

Mais tout comme la pollution plastique attire l'attention du monde entier, il en va de même pour le sort des récupérateurs, qui sont de plus en plus reconnus comme des acteurs environnementaux clés dans la gestion des déchets. Ce qu'il faut mieux reconnaître, c'est l'importance de réduire la pauvreté des moyens de subsistance à faible obstacle comme la collecte des déchets, et la nécessité de possibilités plus réalistes pour ces travailleurs de progresser vers un travail plus formel et décent.

En 2018, l'Alliance internationale des récupérateurs, qui représente les intérêts de 20 millions de travailleurs dans le monde, a [commencé à](#) documenter et à relever les défis auxquels les récupérateurs sont confrontés

dans le cadre de la REP, publiant finalement une [position officielle sur la REP](#) qui présente des recommandations, notamment que :

1. La REP devrait offrir aux récupérateurs la possibilité de progresser dans les systèmes de planification et de mise en œuvre, et imposer l'intégration des récupérateurs par le biais d'objectifs et de la fourniture d'infrastructures, de contrats et de formation, ainsi que d'un soutien à l'organisation. Néanmoins, la REP ne devrait pas compromettre les points d'entrée informels dans le système, tels que la collecte des déchets.
2. Il y aura des recherches de base et périodiques pour évaluer les intervenants du secteur des déchets et leur contribution au système, afin de déterminer qui devrait être amené à la table dans la conception du système ainsi que la répartition des opportunités dans le système.
3. Les systèmes de REP obligatoires, transparents et financés par les producteurs, mais dirigés par le gouvernement.
4. L'EPR assure la collecte des déchets à domicile pour tous les résidents, y compris dans les quartiers informels. Les récupérateurs devraient être engagés à contrat pour la prestation de ces services.



© Molly Mattern

L'organisation américaine de récupérateurs de déchets, Ground Score Association, travaille à la création d'un système de REP plus inclusif pour les contenants de boissons, par le biais de son programme People's Depot financé par les producteurs à Portland, en Oregon.



5Rs



5. Les matières non recyclables et dangereuses devraient être éliminées progressivement, et les récupérateurs devraient être soutenus pour renforcer leur travail de réutilisation, de réparation et de recyclage mécanique.

La REP peut perturber considérablement les

systèmes de gestion des déchets, avec des effets potentiellement dévastateurs sur le secteur informel. La clé de la REP éthique est de veiller à ce que cette perturbation soit non seulement écologiquement rationnelle, mais aussi économiquement juste. Pour ce faire, les questions de main-d'œuvre, d'équité et d'intégration des récupérateurs

et des autres travailleurs dans l'économie informelle de récupération des déchets doivent être prioritaires de toute urgence dans la conception des systèmes de REP, en intégrant de manière significative les récupérateurs et leurs organisations dans les processus de conception, de mise en œuvre et de suivi.

Histoires de Waste Pickers à Kisumu, Kenya

Le comté de Kisumu, par l'intermédiaire du Département de l'environnement de la ville, a activement poussé à la formalisation des acteurs de la gestion des déchets en enregistrant leurs entreprises, en délivrant des licences et en supervisant les dépôts de recyclage. Ceci est un modèle continu proposé par ONU-Habitat à Kisumu et dans d'autres villes. ONU-Habitat a également conçu un modèle de collecteurs de plastique recyclable intermédiaires en utilisant le centre Maendeleo construits par le gouvernement du comté de Kisumu pour vendre leur plastique aux commerçants Apex. De plus, dans le cadre du programme de partenariat public-privé, le comté de Kisumu a établi des centres de récupération des déchets pour faciliter le modèle économique du projet. Les six centres de récupération (Maendeleo étant le premier pour la mise en œuvre) ont fourni la plate-forme de récupération, de tri et de vente des déchets plastiques, car contrairement aux autres projets qui ne proposaient que des dons, la transformation des déchets en emplois offre une opportunité à tous les acteurs - les collecteurs de déchets, les collecteurs de biens recyclables et les récupérateurs de déchets.

Voici deux histoires de récupérateurs qui travaillaient à Kisumu.

Elvis Omondi Onyango

Elvis Omondi Onyango est un ramasseur de déchets de 36 ans qui vit dans la ville de Kisumu, dans la région d'Ogango. Il est membre du réseau des acteurs du déchet de Kisumu (KIWAN) et un fournisseur recruté par le centre Maendeleo géré par KIWAN. «Je suis un entrepreneur du déchet qui s'occupe de la collecte de déchets de porte à porte dans les

ménages. J'ai également un centre informel de récupération de matériaux à Migosi, Kisumu », explique Elvis. Avant de faire du déchet son travail, il était impliqué dans la récupération de matières recyclables telles que le plastique, les bouteilles en PET, le polyéthylène, etc..

« En raison du chômage parmi les jeunes, j'ai créé une entreprise qui aiderait non seulement à atténuer les défis environnementaux dans ma communauté, mais qui créerait également des opportunités d'emploi pour les ramasseurs de déchets qui sont souvent méprisés, en particulier lors des processus de demande d'emploi », souligne Elvis. Il a rejoint le projet grâce à la Direction de l'environnement de la ville, qui a favorisé une collaboration harmonieuse avec KIWAN en tant qu'association-cadre représentant à la fois les entrepreneurs et les ramasseurs de déchets. Il réfléchit que le fait d'être membre de KIWAN l'a aidé à construire son propre réseau d'entreprise. Le projet de transformation de déchets en emplois a été une révélation qui a permis d'augmenter le prix du plastique de KES 15 à KES 22 par kilogramme. En particulier, la formation de ONU-Habitat l'a aidé à obtenir de meilleures ventes auprès de M. Green Africa



(qui achète actuellement ses plastiques à KES 30), "la formation WaCT de l'ONU-HABITAT m'a permis de négocier de meilleurs prix pour le plastique que je vends et de penser grand en termes de recyclage", déclare Elvis.

Basil Kizito Owuor

Basil Kizito Owuor est un ramasseur de déchets de 29 ans qui vit à Kisumu. « J'étais autrefois agent de terrain dans une organisation non gouvernementale à Kisumu et j'ai été licencié parce que l'organisation connaissait des difficultés financières, et c'est ainsi que j'ai fini par devenir ramasseur de déchets ».

Il dit qu'avant de devenir ramasseur de déchets, il ne savait pas que les déchets étaient une richesse parce que le plastique se retrouvait à la décharge et que les gens n'étaient pas conscients du potentiel commercial. «J'ai commencé par ramasser les déchets à la main dans le centre-ville et après un certain temps, j'ai acheté ma propre charrette et engagé une personne pour m'aider à la collecte », mentionne Basil.



Basil a rejoint le projet « Transformer les déchets en emplois » par l'intermédiaire du gouvernement du comté qui s'est associé à KIWAN dont il était déjà membre. « Les plastiques étaient transportés à Nairobi avant d'être vendus et cela coûtait cher aux acteurs de l'époque car ils opéraient de

manière indépendante, mais grâce au projet, les plastiques sont vendus directement depuis le centre. » Il ajoute : « Le projet a changé ma vie de bien des façons, et maintenant j'ai des connaissances sur la récupération du plastique ». Basil autonomise sa communauté en créant des emplois pour la collecte des déchets,

en plaidant pour les droits des ramasseurs de déchets et en créant un environnement encourageant sans intimidation. Il est heureux du rôle important qu'ils jouent dans la conservation de l'environnement en collectant les déchets.

Témoignages et autres histoires de récupérateurs

ONU-Habitat a élaboré trois témoignages Sound of Waste en collaboration avec l'artiste sonore danois Jacob Kirkegaard. Ces audiovisuels offrent de manière impressionnante la vie réelle des récupérateurs travaillant à la décharge de Dandora, à Nairobi, au Kenya.

[Témoignage #1 \(Wambua\)](#)

[Témoignage #2 \(Mam\)](#)

[Témoignage #3 \(Mohammed\)](#)



Apprenez à connaître nos affiliés

Dans cette section, nous donnons à nos affiliés Waste Wise Cities la possibilité de se présenter.

Zero Waste Europe



[Zero Waste Europe \(ZWE\)](#) est le réseau européen de communautés, d'organisations, de dirigeants locaux, d'experts et d'agents de changement œuvrant pour l'élimination des déchets dans notre société. Nous plaidons en faveur de systèmes durables et de la refonte de notre relation avec les ressources, afin d'accélérer une transition juste vers zéro

déchet au bénéfice des personnes et de la planète.

ZWE a été créée en 2014, en tant que branche régionale européenne de la [Alliance mondiale pour les alternatives aux incinérateurs \(GAIA\)](#), et, au cours des dernières années, s'est établi en tant que réseau clé dans les domaines de l'environnement, de l'économie circulaire, de la transition juste et un réseau de construction de mouvements en Europe. En s'appuyant sur la vision et le code initial de zéro déchet créés par la ville italienne de Capannori, le réseau ZWE comprend désormais 35 membres provenant de 28 pays européens. et travaille sur des sujets couvrant l'ensemble de la chaîne.

De la conception des produits à la réutilisabilité en passant par les solutions de gestion des déchets en fin de chaîne, de l'élimination progressive des plastiques au commerce des déchets et aux stratégies municipales zéro déchet, notre champ d'action s'est considérablement élargi, mais notre mission et notre vision restent les mêmes – une Europe zéro déchet, plus juste, inclusive et circulaire pour tous (et la planète aussi, pendant que nous y sommes).

Vous pouvez également consulter un nouveau [communiqué de presse](#) sur la ville de Kiel, la première municipalité certifiée Zero Waste en Allemagne.

Our organisational values reflect our commitment and way of thinking and working:



We are **purpose-driven**, always putting forward a **solution-oriented** approach.



We care deeply about our communities, the environment, and systemic changes that benefit society as a whole - while also looking after ourselves and our own well-being as a team and as individuals.



We believe that acting with **integrity** is crucial to achieve impact and change, both inside and outside our network.



We adopt a **game-changing** approach to challenge the status quo, explore emerging topics and create a safe space to succeed (and to recover from setbacks).



We are **adaptable**, constantly striving towards learning and improving, open to change and taking agency.



© Zero Waste Europe



5Rs



Pomilly East African



POMILLY EAST AFRICAN LIMITED
Food is too good to waste

Pomilly East African Limited est une entreprise individuelle et une société privée avec des responsabilités limitées, elle est également connue sous le nom de PEAL-KENYA. Il est basé en Afrique, au Kenya. Il a été lancé en 2018 par un écologiste qui a vu la nécessité de récupérer, de récupérer et de réutiliser les aliments perdus (diamants). Notre fondateur et PDG est l'ingénieur Pondi Collins, environnementaliste et lauréat de prix.

POMILLY compte actuellement six employés et travaille principalement dans le recyclage des déchets organiques/ alimentaires et agricoles. Actuellement, nous sommes actifs dans le recyclage des déchets organiques en granulés, en poudre, en tablettes et en liquide, en utilisant les déchets alimentaires que nous récupérons auprès des ménages, des bureaux, des centres commerciaux, des établissements publics, des hôtels et des restaurants. Notre système de production produit actuellement 20 tonnes par semaine, ce qui est relativement peu, nous cherchons donc plus d'opportunités.

Il est également bon de noter que, avant l'expiration des aliments, nous les donnons à des personnes moins fortunées de notre communauté et à des orphelinats grâce à notre département FOODBANKING.

La société est également impliquée dans différents projets en dehors du recyclage des déchets organiques, notamment la Recherche et l'Analyse. Nous menons des recherches et des consultations sur l'agriculture moderne pour améliorer la sécurité alimentaire et prévenir la perte d'aliments ainsi que la gestion des déchets. Nous collaborons actuellement avec nos gouvernements locaux sur la façon dont nous pouvons recycler les boues urbaines en engrais, ainsi que recycler les articles sanitaires en gaz de cuisine qui peut aider la société qui nous entoure.

Nous espérons, avec votre aide, pouvoir aller encore plus loin et changer la vie des gens car LA NOURRITURE EST TROP PRÉCIEUSE POUR ÊTRE GASPILLÉE.



© Pomilly

Affiliés de Waste Wise Cities

Voulez-vous :

- Soutenir Waste Wise Cities et améliorer la gestion des déchets dans les villes du monde entier?
- Devenir partenaire officiel de Waste Wise Cities et d'ONU-Habitat ?
- Se présenter sur le site Web de Waste Wise Cities?
- Mettre en œuvre l'outil Waste Wise Cities (WaCT) ?
- En savoir plus sur vos activités dans ce bulletin?
- Faire beaucoup plus?

Alors [contactez-nous](#) et devenez un affilié de Waste Wise Cities! Ensemble, nous pouvons devenir Waste Wise.

Outil Waste Wise Cities (WaCT)

Vous avez oublié ce qu'est l'outil Waste Wise Cities ? Pas de soucis, vous pouvez trouver toutes les in-formations sur notre [site](#).

Vous trouverez ici quelles villes ont déjà soumis des données collectées avec l'outil Waste Wise Cities Tool (WaCT) et, comme vous pouvez le voir dans l'article ci-dessous, d'autres données deviennent dispo-nibles.

WaCT application en Sekondi-Takoradi, Ghana

La ville de Sekondi-Takoradi est l'un des membres de Waste Wise Cities et de la plate-forme africaine des villes propres. Cette ville ghanéenne, qui compte 233 790 habitants, est constituée des villes jumelles de Sekondi et Takoradi et est une ville portuaire sur le golfe de Guinée. Avec le soutien de l'Alliance pour mettre fin aux déchets plastiques (AtEPW), la ville a mené une surveillance de l'indicateur 11.6.1 des ODD en utilisant le WaCT, de novembre à décembre 2022. L'enquête a couvert les trois sous-municipalités, à savoir Takoradi, Sekondi et Essikado.

Les résultats montrent que la ville génère 165 tonnes de déchets solides municipaux (DSM) par jour, ce qui signifie que chaque personne produit 0,71 kg de DSM par jour. Le taux de collecte est de 61 % et le taux de récupération de la ville est de 3 %. Il n'y a qu'une seule installation de récupération contrôlée dans la ville, cependant, comme une petite quantité est traitée dans cette installation, les DSM gérés dans des installations contrôlées dans la ville (ODD 11.6.1) ont montré 0 %. Tous les matériaux récupérables de l'installation d'élimination sont envoyés à la capitale Accra ou à plusieurs villes sur le chemin d'Accra.

En se basant sur les résultats, l'atelier des parties prenantes locales qui s'est tenu le 9 décembre 2022, a discuté des défis et des opportunités pour améliorer le système de gestion des MSW, et a partagé les idées avec tous les responsables de la gestion des déchets, ainsi que les opérateurs privés de gestion des déchets, y compris les récupérateurs.

AtEPW travaillera davantage sur le développement du projet en se basant sur les résultats obtenus grâce à l'enquête et à l'atelier, en vue de mettre en place un système de gestion durable des déchets dans cette ville côtière ghanéenne.



© ONU-Habitat



© ONU-Habitat

Coup d'envoi du WaCT dans les villes membres de l'ACCP

Lors de la troisième Assemblée de l'ACCP tenue du 25 au 29 juillet 2022, le Secrétariat de l'ACCP a lancé un appel à propositions pour réaliser des enquêtes Do It Yourself (DIY) WaCT dans les villes membres. Le Secrétariat a reçu 44 propositions des membres et quatre villes ont été sélectionnées : le comté de Homabay

(Kenya), le district d'Iramba (Tanzanie), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Kinshasa (RDC), sur la base des critères fixés.

À partir de février 2023, les travaux ont commencé dans les villes sélectionnées, avec la réunion de lancement et la formation des fonctionnaires gouvernementaux, des bénévoles et d'autres parties prenantes de la ville.

Des mises à jour et des résultats supplémentaires seront partagés avec les membres. Nous espérons que votre ville pourra également prendre l'initiative de mesurer l'indicateur SDG 11.6.1 en suivant le guide étape par étape. Vous pouvez également en savoir plus sur la méthodologie dans le cours en ligne : De la donnée à l'impact tangible : atteindre les ODD de gestion des déchets d'ici 2030



© ONU-Habitat



© ONU-Habitat

Mises à jour de Waste Wise Cities & Plateforme africaine des villes propres,

Dialogue de Nairobi sur une transition juste du secteur informel des déchets

En collaboration avec le groupe d'amis de Nairobi pour lutter contre les déchets marins et la pollution plastique, UN-Habitat a organisé un dialogue à [Nairobi sur la transition juste du secteur informel des déchets](#). Regardez l'enregistrement si vous êtes intéressé par la discussion sur la manière dont la transition du secteur informel vers le secteur formel de manière juste et inclusive peut être abordée dans le cadre du processus du Comité intergouvernemental de négociation pour mettre fin à la pollution plastique.

Les déchets électroniques constituent une partie relativement petite mais en constante augmentation des quelque 2,01 milliards de tonnes métriques de déchets solides générés chaque année dans le monde (Kaza



et al., 2018). C'est un flux de déchets qui a un impact significatif sur l'environnement, la société et la santé humaine, et qui devient un défi croissant pour le monde du travail. Ce qui rend les déchets électroniques différents des flux de déchets de verre, de papier, de bois et d'autres matériaux, c'est que les équipements électriques et électroniques usagés (UEEE) contiennent des substances dangereuses ainsi que des matériaux précieux. Par conséquent, il

nécessite un traitement spécial. Lorsqu'il est bien géré, les déchets électroniques offrent des opportunités pour la génération d'entreprises durables de réparation et de recyclage, et pour la création d'emplois verts dans l'économie circulaire. [Ce document de travail](#) est le résultat d'efforts combinés de SECTOR et de l'équipe de soutien technique du travail décent de l'OIT pour l'Asie du Sud et le bureau pays pour l'Inde..

Formation WACT pour Let's Do It World Network

Les données sont essentielles pour les interventions planifiées, l'infrastructure, les politiques et les investissements financiers. Le 23 novembre 2022, ONU-Habitat a fourni une formation en ligne sur le WaCT aux équipes de différents pays de Let's Do It World (LDIW). L'objectif de la formation était d'impliquer les villes et de promouvoir l'utilisation du WaCT pour la planification d'interventions améliorées en matière de gestion des déchets solides municipaux (MSWM) basées sur des données et des preuves.

La formation a été ouverte par Mme Heidi Solba, présidente et responsable de LDIW. Elle a exprimé sa gratitude pour la collaboration croissante entre LDIW et les programmes de gestion des déchets solides d'UN-Habitat, Waste Wise Cities et African Clean Cities Platform. Elle a également souligné l'importance de cette formation comme opportunité d'élargir leur travail d'actions sociales mondiales à travers des activités de nettoyage, en impliquant et en soutenant davantage les gouvernements locaux dans leur transition vers une économie circulaire. Christine Sayo, directrice régionale pour l'Afrique de LDIW, a suivi avec des remarques d'ouverture.

Elle a exprimé la volonté de développer le partenariat avec UN-Habitat, d'en apprendre davantage sur l'outil et sur la façon dont il pourrait être utilisé par le réseau de LDIW.

Enfin, l'experte en déchets solides de l'UN-Habitat, Francesca Calisesi, a exprimé sa satisfaction quant à une collaboration fructueuse, suite à la signature d'un protocole d'accord entre LDIW et l'ONU-Habitat visant à habiliter et impliquer les villes et à sensibiliser sur le sujet de la gestion durable des déchets solides. .

La formation a débuté par un aperçu des défis mondiaux actuels de la gestion des déchets solides, soulignant que deux milliards de personnes dans le monde vivent sans services de collecte des déchets, trois milliards sans accès à une élimination contrôlée des déchets et que dans un scénario actuel de "business

as usual", le secteur des déchets solides contribuera à 8 à 10% des émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici 2025. La formation a ensuite plongé dans les sept étapes du WaCT et a montré, à l'aide d'études de cas, comment la mise en œuvre de cette méthodologie complète peut aider une ville à améliorer la performance de son système de gestion des déchets solides. En bref, les données collectées grâce au WaCT permettent de combler les lacunes en matière d'infrastructures et de politiques de gestion des déchets solides d'une ville, fournissent des informations clés pour élaborer des stratégies et des plans d'action fondés sur des preuves en matière de gestion des déchets solides, et pour la formulation de propositions de projets pour la mobilisation de fonds. Enfin, le WaCT permet d'identifier et d'impliquer les différents acteurs, y compris le secteur informel, ainsi que d'évaluer le niveau de contrôle environnemental des installations de gestion des déchets.



Le Journée internationale du zéro déchet le 30ième Mars 2023

La soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) a adopté, le 14 décembre 2022, la [résolution 77/161](#) "Promouvoir des initiatives zéro déchet pour faire avancer le Programme de développement durable à l'horizon 2030", qui proclame le [30 mars comme la Journée internationale du zéro déchet](#), à célébrer chaque année. La résolution, proposée par la Turquie avec 105 autres pays, a été adoptée à l'unanimité par l'AGNU, dans le but de

sensibiliser et de mobiliser l'action mondiale pour lutter contre les déchets.

Zéro déchet est une approche de gestion des ressources et des déchets basée sur la circularité. Elle favorise des habitudes de production et de consommation durables et encourage l'utilisation efficace des ressources. Le zéro déchet consiste à éviter le gaspillage et à promouvoir la prévention, la réduction, la réutilisation et le recyclage des déchets. Cela peut aider à obtenir des résultats socio-économiques positifs, notamment le développement de la solidarité sociale.

Le 30 mars 2023 marquera la première Journée internationale de la gestion zéro déchet. La résolution invite toutes les parties prenantes, y compris les gouvernements locaux, la société civile, le secteur privé et les milieux universitaires, à observer la Journée de la gestion zéro déchet de manière appropriée, dans le but de sensibiliser aux initiatives zéro déchet nationales, sous-nationales, régionales et locales et à leur contribution à la réalisation du développement durable. Nous accueillons également les membres et partenaires de WWC et ACCP pour commémorer cette journée à travers toute organisation d'événements.



Appel à l'action

- Partagez avec nous vos bonnes pratiques d'implication des opérateurs informels de valorisation des déchets, des REP, etc. !
- Envoyez-nous des photos de l'état des décharges et du secteur informel des déchets et du recyclage!
- Faites la promotion d'une « transition juste » pour que personne ne soit laissé pour compte
- Dans le secteur de la gestion des déchets dans votre ville !
- Devenez un membre ou affilié de ACCP et/ou Waste Wise Cities et partagez votre Histoire avec nous!
- Pour plus d'informations visuelles, parcourez [ce lien](#)!
- Visitez notre site web pour obtenir plus de détails sur nos projets dans le secteur informel des
- Déchets et du recyclage !
- Rejoignez-nous à l'occasion de la Journée internationale zéro déchet le 30 mars 2023 et enregistrez vos activités et des événements [ici](#)!